RÉSUMÉ

1. L'économie du Bangladesh est sortie relativement indemne de la crise économique mondiale, même si le pays reste vulnérable car ses exportations ne sont pas diversifiées et il dépend largement des envois de fonds des travailleurs émigrés. L'économie s'est de plus en plus ouverte au cours des dernières années, mais les exportations totales de marchandises sont restées limitées et représentent en moyenne 18% du PIB depuis 2006. Les exportations se caractérisent toujours par une forte concentration, en termes de produits et de destinations, ce qui comporte des risques, les exportations de vêtements de confection vers l'UE et les États-Unis constituant actuellement la composante essentielle. Cependant, le Bangladesh étant un producteur réputé de vêtements à faible coût, il a gagné des parts du marché mondial au cours des dernières années. Cette tendance devrait se maintenir à moyen terme, ce qui permettrait de compenser, en partie, les effets du ralentissement de la croissance dans les économies avancées.

1) ÉVOLUTION DE L'ECONOMIE

2. Le PIB réel du Bangladesh a progressé au taux moyen annuel de plus de 6% ces six dernières années, grâce notamment à des politiques macro-économiques judicieuses, la forte croissance des exportations et des conditions climatiques favorables. La croissance du PIB a été multisectorielle, les résultats ayant été satisfaisants dans l'agriculture, l'industrie et les services. Des estimations préliminaires indiquent que, même si elle est encore évaluée à plus de 6% pour l'exercice financier 2012[1], la croissance a légèrement ralenti. Les résultats des exportations, moteur important de la croissance, ont baissé tout au long de l'année, principalement à cause de l'affaiblissement du principal marché du Bangladesh, l'Union européenne.

3. La balance générale des paiements est restée excédentaire pendant la majeure partie de la période considérée, ce qui a permis au pays de continuer d'accumuler des réserves de change. Cependant, pendant l'exercice 2011, elle est devenue déficitaire pour la première fois en dix ans, sous l'effet conjugué de l'augmentation des importations de produits alimentaires, de carburant et de biens d'équipement, et de la faible croissance des envois de fonds et des aides extérieures. Malgré la forte croissance de ses exportations, le pays souffre d'un compte du commerce extérieur chroniquement faible car il doit importer la plupart des produits essentiels, y compris les combustibles. Un nouveau ralentissement de l'économie mondiale pourrait entraîner une détérioration de la balance des paiements en faisant baisser les exportations, les envois de fonds et les IED entrants. Il est crucial pour la stabilité macro-économique du Bangladesh que les envois de fonds soient importants, car ils contribuent dans une grande mesure à combler le déficit du commerce de biens et de services ainsi que le déficit des recettes.

4. Le Bangladesh ambitionne de devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2021. Pour cela, sa croissance annuelle, qui est actuellement de 6% à 7%, devrait être d'au moins 8% et reposer sur le développement accéléré de l'industrie et des services, la diversification des marchés d'exportation et l'augmentation des recettes en devises provenant de l'exportation de sa main-d'œuvre semi-qualifiée et qualifiée. Le pays doit améliorer le climat de l'investissement et poursuivre les réformes liées au commerce afin d'augmenter l'investissement national et étranger et obtenir ainsi une croissance plus rapide et générale qui permettra de renforcer les échanges commerciaux. Le gouvernement devra mener des réformes commerciales afin de réduire les distorsions des échanges, de limiter au minimum les éléments défavorables aux exportations, en poursuivant les réformes tarifaires et d'intégrer mieux le pays dans le système commercial multilatéral. Le faible recouvrement de l'impôt reste un obstacle

[1] Période allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012.

majeur, car il nuit à la capacité du gouvernement d'augmenter l'investissement public dans le secteur de l'énergie et dans les autres infrastructures.

5. Le Bangladesh reste vulnérable au changement climatique et aux catastrophes naturelles telles que les cyclones et les inondations qui occasionnent des pertes économiques substantielles, font reculer la croissance économique et freinent la réduction de la pauvreté. Le Bangladesh n'en a pas moins fait des progrès économiques et sociaux remarquables ces dix dernières années malgré la survenue de catastrophes naturelles fréquentes. La pauvreté a reculé, passant de 57% de la population en 1990 à une estimation de 31,5% en 2010, ce qui met le Bangladesh sur la bonne voie pour atteindre l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir la réduction de moitié de l'extrême pauvreté d'ici à 2015. D'après les données de l'OCDE, le Bangladesh s'est classé au deuxième rang des principaux PMA bénéficiaires de l'Aide pour le commerce entre 2002 et 2009, l'accent étant mis sur les besoins en infrastructures générales, l'amélioration de la compétitivité et le renforcement des capacités institutionnelles.

2) CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

6. Le Bangladesh, qui est Membre originel de l'OMC, accorde au moins le traitement NPF à tous ses partenaires commerciaux et bénéficie du traitement spécial et différencié prévu par les Accords de l'OMC. Il a continué de participer activement aux travaux de l'Organisation, a été deux fois Coordonnateur du Groupe des PMA à Genève, en 2007 et en 2011, et s'est fait l'avocat des intérêts des PMA en ce qui concerne notamment l'accès amélioré aux marchés, la flexibilité accrue dans l'élaboration des règles commerciales multilatérales et l'assistance ciblée en faveur des infrastructures commerciales.

7. Le Ministère du commerce et le Ministère des finances se partagent la responsabilité de l'élaboration de la politique commerciale, mais un grand nombre d'autres ministères et d'organismes interviennent dans la formulation et la mise en œuvre de la politique commerciale et de la politique de l'investissement. Le gouvernement étudie les moyens de mieux coordonner la politique relative aux questions liées au commerce et à l'investissement entre les ministères et les départements et entre ces derniers et le secteur privé, dans le cadre de l'élaboration d'une politique commerciale globale pour les cinq prochaines années.

8. La réforme du cadre juridique et réglementaire est devenue indispensable dans certains domaines pour faciliter la croissance économique et le développement social. Depuis l'examen précédent, outre les principes directeurs ordinaires en matière d'importation et d'exportation, de nouvelles lois ont été adoptées dans des domaines liés au commerce tels que: les normes et l'accréditation, les mesures SPS, les marchés publics, les droits de propriété intellectuelle, les zones économiques, le blanchiment d'argent, l'assurance, le tourisme, les télécommunications et la concurrence.

9. La participation et l'attachement du Bangladesh aux initiatives d'intégration régionale se sont approfondis depuis la mise en place progressive de la Zone de libre-échange de l'Asie du Sud (ZLESA) et d'une zone de libre-échange pour la coopération économique Bangladesh-Inde-Myanmar-Sri Lanka-Thaïlande (BIMST-EC) et depuis l'élargissement de la gamme des produits visés par l'Accord commercial Asie-Pacifique (APTA), également connu sous le nom d'Accord de Bangkok. Les exportations à destination des pays partenaires membres de la ZLESA et de la BIMSTEC sont restées limitées et ne représentent que 3% des exportations totales pour chacune de ces zones. Le Bangladesh, qui bénéficie de divers schémas SGP et prend une part active au Système global de préférences commerciales (SGPC) entre pays en développement, poursuit ses

efforts en vue d'obtenir l'accès en franchise de droits au marché américain pour ses textiles et vêtements, bien que les produits exportés bénéficiant de préférences aux États-Unis restent négligeables.

3) ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

10. Le tarif douanier est le principal instrument de politique commerciale du Bangladesh, de même qu'une source importante, mais en diminution, de recettes pour le gouvernement (18,1% en moyenne des recettes fiscales totales pendant la période considérée). La quasi-totalité des taux de droits sont *ad valorem*, ce qui assure une grande transparence. Les droits perçus sur les matières premières de base, les biens d'équipement et pièces détachées, les produits intermédiaires et les produits finis sont de 5%, 3%, 12% et 25%, respectivement; le taux de 0% appliqué aux produits de base tels que le riz, le blé, les oignons, les légumineuses, les huiles comestibles, les semences, les engrais, les médicaments et le coton n'a pas été modifié. La moyenne des droits NPF appliqués (à l'exclusion des droits spécifiques et d'autres impositions) a légèrement diminué et est passée de 15,5% en 2005/2006 à 14,9% en 2011/2012. La moyenne des droits de douane perçus sur les produits agricoles (19,4%) reste supérieure à celle des droits visant les produits industriels (14,3%). Il y a une concentration des lignes tarifaires aux trois niveaux les plus élevés des taux et une progressivité marquée dans plusieurs secteurs (notamment les textiles et le cuir), ce qui semble conforme aux priorités nationales.

11. Le Bangladesh a consolidé 17,8% de l'ensemble de ses lignes tarifaires. 100% des lignes tarifaires relatives aux produits agricoles sont consolidées, contre 2,7% des lignes tarifaires relatives aux produits industriels. Les lignes tarifaires consolidées concernant des produits non agricoles ont été consolidées à des taux différents allant de zéro à 200%, avec une forte concentration à 20%, 30% et 40%. De ce fait, les conditions d'accès au marché pour les produits manufacturés sont quelque peu incertaines; l'absence de consolidation pour la plupart des lignes tarifaires et l'écart actuel de 157 points de pourcentage entre la moyenne des taux NPF consolidés et celle des taux NPF appliqués laisse aux autorités une grande marge de manœuvre pour relever les taux appliqués.

12. Le Bangladesh a maintenu une protection additionnelle par le biais d'autres impositions et de taxes intérieures, en particulier des droits régulateurs et des droits supplémentaires. Ces derniers qui s'appliquent à près de 20% des lignes tarifaires ont pour but de décourager l'importation de produits de luxe et la fourniture de biens ou de services considérés indésirables pour des raisons sociales, morales et religieuses ou liées à la santé. Des droits supplémentaires de 250% ou plus, offrant des taux de protection maximum sont appliqués aux boissons alcooliques, aux cigarettes et aux voitures de luxe. S'il est vrai que les droits supplémentaires s'apparentent aux droits d'accise et sont, en principe, sans effet sur le commerce (les mêmes taux s'appliquant à des marchandises similaires qu'elles soient importées ou produites dans le pays), il n'en est peut-être pas toujours ainsi dans la pratique. Les droits supplémentaires sont un moyen de percevoir des droits de douane additionnels sur n'importe quel bien importé, quand et comme les autorités le jugent approprié, et les produits essentiels autres que les produits de luxe, y compris des matières premières et des biens intermédiaires, sont également assujettis à des droits supplémentaires. Perçus sur la valeur des marchandises au débarquement, plus les droits de douane, mais TVA exclue, les droits supplémentaires ont un effet de cascade, puisque les taux de protection sont d'autant plus grands que les taux des droits de douane sont plus élevés.

13. Un important processus de modernisation des douanes est en cours dont le but est d'accélérer le dédouanement en l'automatisant et d'améliorer la transparence dans ce domaine. Les procédures de dédouanement des importations et les procédures d'exportation ont été encore simplifiées en réduisant le nombre de signatures requises pour dédouaner les marchandises et la fréquence des inspections des

chargements. Le port de Chittagong, par lequel passent plus de 90% des importations et des exportations du pays, a beaucoup amélioré sa compétitivité et son efficacité par rapport à d'autres ports de la région s'agissant des coûts, du temps de rotation des navires et de la productivité des opérations de manutention des conteneurs. La suppression du système d'inspection avant expédition (IAE) se fait progressivement pour permettre aux fonctionnaires des douanes d'assumer peu à peu de plus grandes responsabilités avant l'abandon total du système à la fin de 2012, après l'expiration des contrats passés avec les agences d'IAE.

14. En ce qui concerne les restrictions à l'importation, le Bangladesh a continué de limiter le nombre de produits figurant sur la liste de contrôle qui impose des prohibitions et des restrictions à l'importation. Aucune mesure contingente n'a été prise durant la période considérée.

15. Actuellement, on estime que les dépenses annuelles allouées à l'achat de marchandises, de travaux et de services dans le secteur public au Bangladesh représentent 20% à 24% du budget national annuel. La Loi de 2008 sur les marchés publics et les Règles régissant les marchés publics reprennent la majorité des bonnes pratiques internationales en matière de marchés publics, et le nouveau cadre des marché publics établit, entre autres, une préférence nationale qui est de 15% du prix livré pour les produits et de 7,5% du montant du contrat pour les travaux. Un nouveau cadre juridique de la concurrence a été mis en place. L'État continue d'intervenir largement dans l'économie, au moyen d'entreprises publiques qui ont surtout des activités commerciales et exercent une influence dominante dans de nombreux secteurs importants (jute, textile, sidérurgie, produits chimiques et engrais, sucre, services publics et transport).

16. Les prohibitions à l'exportation sont imposées principalement pour des raisons de santé, d'équilibre écologique, de sécurité, de valeur archéologique ou pour assurer un approvisionnement intérieur suffisant. L'exportation d'engrais à base d'urée (fabriqués par la KAFCO) reste soumise à des restrictions. L'aide à la production et à l'exportation (entreprises à vocation exportatrice, "exportateurs présumés" et entreprises situées dans des zones industrielles d'exportation) varie selon le type d'activité et sert, entre autres, à favoriser le recours aux technologies nationales, le remplacement des importations, l'ajustement et les résultats à l'exportation, ainsi qu'à compenser les effets défavorables des droits de douane et des autres taxes à la frontière. Elle est offerte sous la forme d'incitations fiscales et autres. Les incitations fiscales comprennent: des mesures fiscales indirectes telles que les taux de droits préférentiels sur les importations de machines et de pièces détachées, des ristournes de droits pour les exportations, des entrepôts sous douane spéciaux pour les intrants destinés à la fabrication de produits finis, et une réduction de la TVA sur certains services liés à l'exportation; et des mesures fiscales directes telles que les réductions sur les bénéfices imposables issus de toute activité d'exportation, ou l'exonération de l'impôt sur les bénéfices.

17. Les autres formes d'aide sont les subventions en espèces pour les exportations, l'amortissement accéléré et divers types de prêts assortis de taux d'intérêt préférentiels (pour les exportations, la production agricole et les petites industries et l'artisanat) déterminés par la Banque du Bangladesh.

18. Si les zones économiques spéciales ont réussi dans une certaine mesure à attirer les investissements et à contribuer aux exportations, elles ont un effet limité sur le volume et le type de produits exportés, d'investissements et d'emplois. La Loi de 2010 sur les zones économiques du Bangladesh facilitera la création d'une vingtaine de zones qui devraient créer 1,5 million de nouveaux emplois lorsqu'elles seront opérationnelles et produire environ 85% des produits exportés par le pays d'ici à 2021.

19. Le Bangladesh, par l'intermédiaire de l'Office d'accréditation du Bangladesh créé en vertu de la Loi de 2006 sur l'accréditation, modernise actuellement les infrastructures liées à la qualité et aux normes pour en faire des infrastructures de catégorie internationale. Les questions sanitaires et phytosanitaires relèvent du Ministère de l'agriculture, du Ministère de la santé et du Ministère de la pêche et de l'élevage et sont régies par le cadre réglementaire défini dans de nombreux instruments juridiques. Le Bangladesh a rencontré et surmonté de grandes difficultés liées au respect des normes d'exportation, en particulier celles du marché de l'UE, le plus gros importateur de crevettes congelées du Bangladesh.

20. Le Bangladesh continue d'aligner ses lois relatives aux droits de propriété intellectuelle (DPI) sur l'Accord sur les ADPIC et d'autres engagements internationaux, dans le contexte des stratégies nationales de développement économique et social. En tant que PMA, le Bangladesh s'est vu accorder un délai qui a été prolongé jusqu'en juillet 2013 pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de l'Accord sur les ADPIC autres que celles ayant trait au traitement national et au traitement de la nation la plus favorisée. Le Bangladesh bénéficie également de la décision du Conseil des ADPIC prorogeant jusqu'en 2016 la période de transition pendant laquelle les PMA ne sont pas tenus d'assurer la protection des brevets et des renseignements non divulgués concernant les produits pharmaceutiques. Le Bangladesh reconnaît que le respect des DPI est important pour encourager l'innovation et la création, tout en admettant que les mesures visant à faire respecter ces droits n'ont pas encore atteint le niveau souhaité.

4) ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE

21. L'augmentation de la productivité dans le secteur agricole à forte intensité de main-d'œuvre reste une préoccupation du Bangladesh, pays souvent frappé par des catastrophes naturelles. La production de riz est l'activité économique la plus importante des zones rurales, le riz comptant pour 90% de la production totale annuelle de céréales vivrières. La protection tarifaire et non tarifaire a diminué. Pour réduire les coûts de production et faire face à la concurrence des pays voisins, les autorités ont renforcé l'aide à la production intérieure en subventionnant les intrants agricoles (semences, engrais, irrigation, capitaux, grâce à des taux d'intérêt préférentiels, et électricité) et par le biais des pratiques de passation des marchés publics. La politique commerciale relative aux denrées alimentaires importables (riz et blé) se caractérise par des interventions répondant à des considérations de sécurité alimentaire et offrant des niveaux de protection et de soutien variables. Pendant la période considérée, le Bangladesh a maintenu une subvention directe en espèces pouvant aller jusqu'à 20% pour certaines exportations du secteur agricole et de la pêche (crevettes et poissons congelés, fruits et légumes, et produits des industries agroalimentaires).

22. Le secteur manufacturier reste tributaire du secteur des vêtements de confection à forte intensité de main-d'œuvre et de grandes entreprises publiques déficitaires. On craignait que le retrait progressif de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) en 2005 n'ait des conséquences négatives pour le Bangladesh, mais le pays était déjà devenu suffisamment compétitif pour survivre et le secteur de la confection a continué à enregistrer une croissance suffisante. L'industrie de la confection devrait rester le principal facteur de croissance de la production pendant un certain temps encore, d'autant plus que l'UE a modifié ses règles d'importation en 2011 et accorde maintenant au Bangladesh et aux autres PMA l'accès en franchise de droits lorsque le produit final ne contient pas plus de 70% de composantes importées (contre 30% précédemment). Les mesures de soutien ont consisté notamment à mettre à disposition des entrepôts en douane, à favoriser la modernisation technologique (taux de droits préférentiels et exonérations fiscales pour les importations de machines), à accorder des subventions en espèces pour l'utilisation de tissus locaux par les entreprises exportatrices de vêtements de confection, et à mettre en œuvre un programme de garantie des crédits à

l'exportation qui couvre les risques au Bangladesh liés aux crédits à l'exportation et les risques commerciaux et politiques encourus à l'étranger.

23. Le secteur des services représente la moitié du PIB du Bangladesh et sa croissance rapide devrait se poursuivre pendant les prochaines années, puisque le gouvernement continue de mettre l'accent sur le développement du commerce des services, en particulier sur l'exploitation du potentiel du pays pour l'externalisation des services, notamment pour l'établissement de centres d'appel. Dans le contexte du processus de privatisation de l'ensemble de l'activité industrielle, qui s'est intensifié depuis les années 1990, des mesures de libéralisation ont été prises, en particulier dans les secteurs des services financiers, de télécommunication et de transport. Le secteur des télécommunications mobiles a également été ouvert à la concurrence avec la participation d'intérêts privés aussi bien nationaux qu'étrangers. L'entrée d'opérateurs privés sur le marché depuis 1998 a été suivie d'une augmentation des abonnements aux services de téléphonie mobile dont le nombre, jadis négligeable, a atteint près de 90 millions au début de 2012. Des mesures ont également été prises pour autoriser la participation du secteur privé aux services de transport maritime et aux services portuaires dans le but d'accroître l'efficacité et la compétitivité des services logistiques. Bien que restreint, relativement peu développé et représentant moins de 2% du PIB, le secteur financier au Bangladesh, dominé par les banques, se caractérise par sa diversité et une présence continue, mais en diminution, de l'État.

24. L'expérience du Bangladesh montre que l'accès aux marchés étrangers pour les services fournis par l'intermédiaire des mouvements temporaires de travailleurs et de professionnels peut avoir des effets positifs importants, en termes d'amélioration de la disponibilité des devises étrangères, qui sont une denrée rare, d'amélioration du solde de la balance des paiements courants, de financement de niveaux plus élevés d'importations, de croissance économique, de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté. La valeur des envois de fonds injectés dans l'économie du Bangladesh est bien plus importante que l'aide, ou l'investissement étranger direct. Les envois de fonds ont plus que doublé pendant la période considérée et se chiffrent à 12,8 milliards de dollars EU pour l'exercice financier 2012.

25. Depuis l'examen précédent, le Bangladesh n'a pas apporté de modification à ses engagements au titre de l'AGCS; sa Liste d'engagements spécifiques reste limitée aux activités des hôtels cinq étoiles et aux services d'hébergement ainsi qu'aux services de télécommunication. Le Bangladesh participe activement aux négociations sur les services dans le cadre du Cycle de Doha, en particulier pour les questions liées aux PMA, telles que la demande collective de ces pays concernant le mode 4 et la dérogation en leur faveur.

5) PERSPECTIVES

26. Le Bangladesh a connu une croissance vigoureuse pendant la période considérée, et compte tenu des atouts qui font sa force – en particulier un secteur privé dynamique et une grande réserve de main-d'œuvre bon marché – les perspectives du maintien de cette croissance sont relativement bonnes. Les coûts unitaires de la main-d'œuvre dans le secteur prédominant, celui de la confection, sont bien inférieurs à ceux des concurrents les plus proches. Les investisseurs étrangers s'intéressent à une relocalisation à grande échelle de leurs activités à forte intensité de main-d'œuvre, en particulier la fabrication de vêtements et des textiles entrant dans cette fabrication. De plus, des secteurs tels que ceux de la construction navale, des produits pharmaceutiques, des céramiques et des produits alimentaires ont fait preuve de dynamisme depuis quelques années.

27. Bien que les perspectives d'évolution semblent positives, les exportations de vêtements de confection et les envois de fonds restent vulnérables aux chocs: pour le secteur de la confection, la demande extérieure, les mouvements sociaux dans le pays et les modifications de l'accès aux marchés; et pour les envois de fonds, les modifications des réglementations et politiques en matière d'emploi ou les chocs pouvant intervenir au Koweït ou en Arabie saoudite, qui absorbent plus de la moitié des émigrés bangladais. Une détérioration des perspectives dans ces deux domaines pourrait entraîner une pression extérieure importante, d'autant plus que, d'après la plupart des indicateurs, les flux d'IED restent bas, car ils sont freinés par le régime commercial en place, la médiocrité des infrastructures, des problèmes de gouvernance et un climat des affaires défavorable. Les perspectives de croissance à plus long terme dépendront de la production de ressources suffisantes pour décongestionner les infrastructures et assurer un environnement économique compétitif axé sur les activités à forte intensité de main-d'œuvre.